

Allocution de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la lutte contre le cancer, Marseille le 2 février 2004.

Messieurs les Ministres,

Monsieur le Maire de Marseille,

Monsieur le Président du Conseil Régional,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames, Messieurs,

Parce qu'il fallait briser le tabou du cancer, une maladie qui nous concerne tous et qui nous prive de tant d'êtres chers, parce qu'il n'est pas de dessein plus noble que le combat pour la vie, j'ai souhaité qu'une mobilisation nationale soit lancée contre le cancer.

Je me suis engagé à rendre compte régulièrement aux Françaises et aux Français des progrès accomplis.

Je suis heureux aujourd'hui d'être parmi vous, à Marseille, pour dresser le bilan des dix premiers mois d'action. Je salue bien cordialement les acteurs régionaux de la lutte contre le cancer ainsi que l'ensemble des femmes et des hommes qui, depuis un an, se mobilisent partout en France et dont beaucoup ont fait le déplacement pour se joindre à nous.

Le cancer est un véritable fléau sanitaire et social. Il isole, il exclut, il tue aussi. Mais le cancer n'est pas une fatalité. Notre ambition est de faire reculer cette maladie et aussi de changer son image dans notre société.

Il faut pour cela éviter tous les cancers qui peuvent être évités. Accroître les chances de guérison par un dépistage plus précoce et par des soins de meilleure qualité, partout et pour tous.

Permettre aussi aux personnes malades de mieux vivre avec le cancer, et aussi après le traitement. Donner enfin une impulsion décisive à la recherche pour rendre plus proche le jour où tous les cancers pourront être guéris. Et ce jour viendra.

Toutes ces actions sont inscrites dans le plan proposé par M. MATTEI et élaboré par le Gouvernement. Les soixante-dix mesures qu'il comporte seront mises en oeuvre en cinq ans.

Je remercie toutes celles et tous ceux qui ont préparé ce plan et qui participent à son application : les membres de la commission d'orientation installée par Jean-François MATTEI et par Claudie HAIGNERE, qui ont mis en commun leur réflexion et leur expérience. Madame Pascale BRIAND qui, à la tête de la mission interministérielle, veille avec beaucoup d'énergie et de conviction au respect des échéances et des engagements prévus par le plan cancer. Je remercie aussi les médecins, les chercheurs, les responsables associatifs et ceux de l'administration sanitaire qui agissent sur le terrain. Je salue tout particulièrement ici, en région PACA, le comité régional de pilotage qui a été installé il y a quelques semaines.

Grâce à vous, grâce à l'engagement de chacun, de premiers résultats ont été obtenus. Comme le proclame la Ligue contre le cancer, je salue ici le Président, sur ses affiches, nous sommes tous sur le pont pour agir. L'Etat doit redoubler d'ambition et s'attacher à fédérer les énergies de la société civile tout entière qui n'attendent, pour s'engager plus avant, que l'impulsion d'une action publique déterminée.

Qu'il s'agisse d'informer, de prévenir, de guérir ou d'accroître notre capacité de recherche, des résultats concrets ont été obtenus.

Progrès, d'abord, dans l'information. L'enjeu est crucial. Pour vaincre le cancer, pour que les messages de prévention passent, pour que le dépistage précoce puisse se développer, pour que les personnes malades et leurs proches soient mieux compris et mieux accompagnés, il faut

d'abord mieux informer chacune et chacun de nos concitoyens.

L'image du cancer commence à changer. On en parle différemment et on en parle plus.

Les chaînes de radio et de télévision, les magazines et les journaux hésitent de moins en moins à aborder ce sujet difficile. Certains, je les en remercie, s'engagent fortement. Ils participent à la mobilisation nationale et la renforcent. Grâce à eux, on entend mieux la voix des professionnels, mais aussi la voix des malades. Des personnalités qui ont été confrontées au cancer, directement ou à travers leurs proches, choisissent de plus en plus de rompre le silence et contribuent, par leur notoriété, à briser ces tabous.

C'est là un grand progrès. Nous vaincrons cet ennemi commun si nous savons le désigner, si nous apprenons à le combattre aussi avec des mots, si chacun peut prendre sa part de l'effort de prévention, de soin et d'accompagnement qu'exige la lutte contre cette maladie.

Les politiques de prévention ont également beaucoup progressé cette année. Il y avait là une priorité.

La guerre au tabac que le Gouvernement a engagée est un combat pour la vie. Le cancer du poumon, chacun le sait, est très dangereux. Il est l'un de ceux que nous pouvons le plus facilement éviter, tout simplement en ne fumant pas.

C'est pour cette raison que le Gouvernement a augmenté la fiscalité du tabac. Ces hausses de prix ont fait la preuve de leur efficacité. Elles dissuadent les jeunes de commencer à fumer. Elles incitent des adultes, toujours plus nombreux, à y renoncer. Parmi les personnes ayant arrêté cette année, la moitié cite le prix du tabac, comme raison, l'autre moitié, la santé, comme motivation principale de leur décision.

Cette politique est globale. Elle s'est accompagnée d'un plan en faveur des buralistes, d'un renforcement de la lutte contre la contrebande et d'une action de la France pour harmoniser ou demander l'harmonisation de la fiscalité européenne du tabac.

La vente de cigarettes a été interdite aux jeunes de moins de seize ans, parce que les cancers du poumon sont d'autant plus redoutables que l'on a commencé à fumer jeune. Les paquets de moins de vingt cigarettes ne sont plus autorisés à la vente. Personne ne peut plus ignorer les messages sanitaires dissuasifs sur les paquets de cigarettes. Les consultations anti-tabac, dont beaucoup sont actuellement débordées, ont été renforcées. Par le dialogue avec les lycéens et la communauté éducative, les lycées sans tabac sont de plus en plus nombreux.

Les résultats sont là. Une étude de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, publiée hier, je crois, montre que notre pays compte en ce début d'année un million huit cent mille fumeurs de moins qu'en 1999, année de référence de la précédente enquête. La baisse est concentrée sur les femmes et sur les jeunes, qui sont par ailleurs les plus vulnérables. Et beaucoup de personnes qui n'ont pas encore arrêté de fumer ont réduit leur consommation de façon significative.

Derrière ces chiffres qui peuvent sembler abstraits, il y a des vies sauvées. Car les statistiques sont sans appel : un fumeur sur quatre meurt d'une maladie liée au tabac et un fumeur sur six sera atteint d'un cancer. Un million huit cent mille fumeurs de moins, c'est quatre-vingt mille décès prématurés évités sur dix ans. C'est plus que, comme le faisait remarquer le Professeur KHAYAT ce matin, le nombre des morts sur les routes.

Si nous ne relâchons pas l'effort, nous pouvons faire mieux encore au cours des années qui viennent. Le nombre de fumeurs décidés à s'arrêter n'a jamais été aussi important. C'est un formidable encouragement à poursuivre l'action entreprise.

Les Français en sont, d'ailleurs, de plus en plus conscients : en adaptant leurs comportements, ils peuvent éviter le cancer. Ils peuvent aussi l'éviter à leurs enfants, en les protégeant mieux contre le soleil ou en veillant à une alimentation diversifiée et équilibrée, dont les études scientifiques montrent qu'elle protège du cancer. Ces réflexes de santé, indispensables, se répandent grâce aux campagnes d'information organisées cette année par les pouvoirs publics et aux initiatives des professionnels de santé, des médecins et de la ligue.

Pour améliorer les chances de guérison du cancer, il nous fallait rattraper notre retard dans le dépistage organisé. C'est particulièrement vrai pour le cancer du sein, un cancer redoutable qui cause encore le décès d'une Française toutes les heures.

cause encore le accès à une française toutes les heures.

Mainte fois annoncée, la généralisation de son dépistage avançait trop lentement. Il avait fallu dix ans pour l'organiser dans quarante départements. Grâce à la détermination du ministre de la santé et avec le concours des professionnels, des collectivités territoriales, de l'assurance maladie, de la Ligue contre le cancer et des associations de femmes, nous avons avancé à pas de géant : les soixante départements restants ont été couverts en dix mois !

Quelque deux à trois mille femmes qui auraient pu mourir faute d'un dépistage précoce seront ainsi sauvées chaque année.

Je demande à toutes les femmes concernées par le dépistage de répondre aux invitations qui leur sont adressées. Elles ne doivent pas hésiter à se faire dépister : c'est une démarche simple, gratuite et qui peut leur sauver la vie.

Participer au dépistage, lorsque l'on a d'autres soucis, peut passer après d'autres priorités.

J'encourage donc tous les professionnels de santé, les collectivités locales et les travailleurs sociaux à se sentir particulièrement responsables de l'information qui sera donnée aux femmes et je leur demande d'aller à leur rencontre pour les convaincre.

La recherche contre le cancer, aussi, a reçu une nouvelle impulsion, grâce à la mise en place de sept cancéropôles.

Ces cancéropôles permettent d'unir les efforts des hôpitaux, des laboratoires universitaires et des instituts de recherche. De nombreuses équipes venant d'horizons très différents vont désormais pouvoir travailler ensemble et bénéficier de moyens renforcés. Le cancéropôle qui a vu le jour ici même, en région PACA, illustre parfaitement cette dynamique : il réunit cinquante équipes de recherche, deux CHU, deux centres de lutte contre le cancer, l'INSERM, le CNRS, les Unités de Formation et de Recherche de médecine marseillaise et niçoise ainsi que sept entreprises de biotechnologie. C'est une vraie force de frappe.

Travailler ensemble, identifier des projets communs, se mobiliser efficacement autour d'objectifs partagés n'est pas toujours facile, surtout dans notre pays. Cela suppose de bousculer des habitudes, de dépasser des barrières culturelles. Si nous voulons vaincre le cancer, si nous voulons une recherche plus efficace au service des malades, si nous voulons que nos équipes dépassent la taille critique, si nous voulons que la France continue à être aux avant-postes de la recherche et du traitement du cancer, il faut mettre en commun les efforts de tous.

La même démarche de coopération doit prévaloir pour l'amélioration du traitement médical et de la prise en charge des malades. Dans ce domaine également, des étapes importantes ont été franchies cette année. L'ensemble des acteurs médicaux s'organise pour travailler en réseau : les centres hospitaliers, les centres de lutte contre le cancer, mais aussi les cliniques, les médecins libéraux généralistes ou spécialistes, les infirmières, les psychologues.

Cette action, nous allons la poursuivre avec résolution. Ce sera notamment le cas en matière de dépistage. Le département des Bouches-du-Rhône sera ainsi un département pilote dans le dépistage du cancer colo-rectal et du cancer du col utérin.

Cette année, je souhaite que nous avancions aussi dans deux domaines prioritaires : d'abord l'amélioration de la qualité des soins et de la vie quotidienne de toutes les personnes malades et ensuite la création de l'Institut national du cancer.

En matière de soins et d'accompagnement pour les personnes malades et leurs proches, nous aurions pu faire le choix de ne retenir que quelques grands centres d'excellence sur le territoire national. Nous avons au contraire fait le pari de la qualité pour tous et partout.

C'est un choix exigeant.

Il est nécessaire d'identifier, dans les régions, des centres de référence dans la lutte contre le cancer, qui feront travailler ensemble les centres hospitaliers et universitaires, les centres de lutte contre le cancer ainsi que les cliniques et les hôpitaux généraux qui ont déjà une pratique spécialisée en cancérologie. Ces centres diffuseront à l'ensemble de la chaîne de soins le fruit de leur expérience ainsi que des bonnes pratiques de soins. Conformément à l'accord conclu par la Fédération hospitalière de France et la Fédération des centres de lutte contre le cancer, accord annoncé ici-même, à Marseille, ces pôles régionaux de référence seront constitués dans les prochains mois. Dans votre région, je me félicite que deux pôles de référence soient déjà

reconnus, à Marseille et à Nice.

Le choix de la qualité pour tous exige aussi de s'organiser en réseaux, mobilisant les différents professionnels dont les personnes malades ont besoin et de mettre en place un dossier médical partagé.

Etablir les cahiers des charges des centres de référence et des réseaux, élaborer les bonnes pratiques et s'assurer qu'elles sont comprises et respectées partout sur le territoire : ce seront des priorités de l'année 2004.

Nous allons aussi progresser rapidement pour définir comment doit se faire l'annonce du diagnostic. Les conditions de l'annonce sont en effet essentielles pour aider la personne malade et ses proches à se mobiliser contre la maladie et à devenir des acteurs à part entière du traitement.

Quand le diagnostic est annoncé dans de mauvaises conditions ou sans que des médecins appartenant à plusieurs disciplines puissent proposer et expliquer précisément à la personne malade un programme de soins personnalisé, c'est une angoisse écrasante qui tombe sur les épaules, c'est une première chance de favoriser la guérison qui s'évanouit. C'est aussi une atteinte à la dignité des personnes, à laquelle il nous faut mettre fin ensemble.

Ce matin, au cours de la très intéressante table ronde que le Professeur Dominique MARANINCHI a organisée à l'Institut Paoli-Calmettes, les personnes malades ont affirmé avec force des exigences qui peuvent paraître élémentaires, mais qui ne sont pas toujours respectées : le diagnostic ne doit pas être annoncé avec brutalité ou indifférence, sans écoute, parfois dans un couloir, ni sans programme personnalisé de soins.

En 2004, le dispositif d'annonce sera expérimenté dans une quarantaine d'établissements qui sont d'ores et déjà identifiés, pour être généralisé l'année prochaine.

Dès cette année, enfin, nous allons progresser dans l'accès aux meilleurs traitements pour tous, afin qu'il ne soit plus subordonné, comme cela a pu être le cas jusqu'ici, aux capacités financières de l'hôpital, ni à la bonne information et à la détermination de la personne malade ou de ses proches.

D'une manière générale, il nous faut franchir une étape décisive pour l'amélioration de la vie quotidienne des personnes malades. C'est tout à fait essentiel et c'est une sorte de révolution culturelle.

Cela suppose d'abord une meilleure information sur la maladie et sur les traitements. La mise en place d'un numéro "Cancer info service", dans les prochaines semaines, y contribuera grandement.

Au cours de la table ronde de ce matin, les membres du comité de patients de l'Institut Paoli-Calmettes ont insisté sur la place nouvelle qui devrait être réservée aux patients dans les établissements de soins. Ils ont raison. Recueillir leur jugement et leur expérience est indispensable pour améliorer l'information que recevront les personnes malades sur le cancer, les traitements et les essais cliniques.

Avec une détermination et une humanité auxquelles je tiens à rendre hommage, le Professeur Henri PUJOL et la Ligue contre le cancer se battent inlassablement pour faire entendre la voix des personnes malades. Je souhaite que, dans toutes les structures d'hospitalisation, un Comité de patients, comme celui qui existe à l'Institut Paoli-Calmettes, soit créé dans ce but.

Il nous faudra également, dès cette année, améliorer la solidarité à l'égard des personnes malades ou qui ont été malades. Je souhaite ainsi que les assureurs et les banques, comme ils s'y sont engagés par la convention BELORGEY, s'impliquent réellement et activement pour faciliter l'accès aux prêts pour le logement ou l'équipement.

Pour animer l'ensemble de notre effort, l'Institut national du cancer sera installé dès cette année. Il associera l'Etat, l'assurance maladie, la Ligue contre le cancer et les fédérations d'établissements publics et privés de lutte contre le cancer. Il coordonnera tous les volets de la lutte contre cette maladie, de la prévention au dépistage et à la recherche en passant par la qualité des soins. Tour de contrôle, en quelque sorte, de la lutte contre le cancer, l'Institut sera aussi la maison des malades, celle des professionnels de santé et celle des chercheurs.

Pour s'appuyer sur les meilleures compétences, en France et à l'étranger, je souhaite que le conseil scientifique de l'Institut rassemble, non seulement des personnalités françaises, et dieu sait qu'elles sont éminentes et nombreuses, mais aussi une proportion significative de spécialistes du monde entier. Nous ne pouvons négliger aucune chance.

Mesdames, Messieurs,

Quelques mois ont passé, les choses ont commencé à avancer. Mais j'ai bien conscience que, pour toutes celles et tous ceux qui souffrent du cancer, pour toutes celles et tous ceux qui voient leurs proches en souffrir mais aussi pour toutes celles et tous ceux qui se battent au quotidien contre cette maladie, ces progrès ne sont pas encore suffisants. Beaucoup s'en faut. Je veux leur dire que la nation tout entière est engagée. Je veux les assurer qu'aucun effort ne sera négligé. Et je veux qu'ils sachent toute ma détermination et celle du Gouvernement pour combattre ce fléau, et pour rendre la société plus solidaire à l'égard des personnes, pendant la maladie comme après le traitement.

Je vous remercie.